

# PHILIPPE MAYSTADT

## «Jean-Luc Dehaene me faisait penser à Timmy Simons»

Philippe Maystadt se livre. Il évoque Jacques Delors et aussi Jean-Luc Dehaene. «Il y avait chez lui quelque chose qui ressemblait au Timmy Simons de la grande époque au FC Bruges». La sortie de Benoît Lutgen en juin? «Un coup de poker», juge-t-il.

par Marc Lambrechts

**A**ffecté par une maladie respiratoire rare qui le limite dans ses sorties extérieures, Philippe Maystadt, 69 ans, n'en reste pas moins encore très actif. Récemment, il a publié un livre sur la manière de décider en politique («Des lieux et des moments chez Avant-Propos»). En préambule, il insiste: non, ce ne sont pas mes mémoires. «Cela n'intéresserait d'ailleurs que peu de monde», concède trop modestement ce «sage» de la politique belge. Sa récente carte blanche dans «Le Soir», cosignée avec Joëlle Milquet, mettant en garde contre l'instabilité politique francophone, a aussi fait pas mal de bruit. L'occasion de retrouver chez lui, en terres désormais brabançonnes, ce supporter du Sporting de Charleroi, bien évidemment ravi des récentes performances de son club.

**Dans votre livre sur les manières de décider en politique, le «compromis à la belge» est souvent cité. Vous parlez même de «l'art» du compromis à la belge. Est-ce votre méthode préférée de prise de décision?**

**Philippe Maystadt:** Ce n'est pas une question de préférence mais c'est souvent la seule issue possible. Lorsque les acteurs sont, au niveau belge, des partis politiques divisés communautairement et idéologiquement mais néanmoins obligés de s'entendre pour former ou maintenir une coalition disposant d'une majorité parlementaire, ou bien sont, au niveau européen, des gouvernements dont les orientations politiques et les traditions peuvent être très différentes, le compromis est absolument nécessaire, sauf à laisser perdurer les problèmes qu'il s'agit de résoudre.

Dans mon livre, j'indique néanmoins qu'il faut parfois avoir le courage de dire non au compromis lorsqu'il devient compromission. La philosophe-psychanalyste Cynthia Fleury, qui a publié «La fin du cou-

rage», répond de son côté que «parfois, il faut aussi du courage pour dire oui, en acceptant un compromis». Ce dilemme est bien illustré dans le film de Ken Loach «Le vent se lève» où on voit deux frères, militants nationalistes irlandais, se séparer face au traité de 1923, l'un acceptant le compromis avec l'Angleterre, l'autre le refusant et poursuivant le combat.

**La décision en juin dernier de Benoît Lutgen de débrancher la prise, vous la classez dans quelle catégorie en matière de décision?**

C'est tellement inattendu que cela n'entre dans aucune des catégories que je décris dans mon livre.

**Comment définir sa décision?**

Je vois cela comme un coup de poker.

**Un coup de poker qui ne semble pas vraiment réussir, si on regarde les derniers sondages politiques...**

L'effet à court terme n'est en effet pas bon, les sondages le montrent. Je pense que les gens n'aiment pas ce qui ressemble à des querelles politiciennes. Or, c'est l'impression que cela a donné. Les invectives, les injures n'ont pas manqué dans les milieux politiques. Et les gens n'aiment pas cela. Maintenant, si à moyen terme cela aboutit à ce que le gouvernement wallon prenne des mesures qui s'avèrent favorables à la Wallonie, le jugement sera peut-être différent.

**Votre carte blanche rédigée avec Joëlle Milquet appelait à mettre fin à un certain chaos politique.**

Nous avons écrit que si aucune alternative politique n'était trouvée pour la Région bruxelloise et la Fédération Wallonie Bruxelles, il fallait continuer avec les mêmes équipes et en appliquant loyalement l'accord de gouvernement. C'est en train de se faire. Et c'est tant mieux.

### CV EXPRESS

Né le 14 mars 1948

1980-1981: ministre de la Fonction publique et de la Politique scientifique

1981-1985: ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan

1985-1986: ministre des Affaires économiques

1986-1988: vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques

1988-1998: ministre des Finances

1998-1999: président national du PSC

2000-2011: président de la Banque européenne d'investissement (BEI)

**Vous rêvez toujours d'une grande force politique social-démocrate francophone?**

L'idée telle que je l'ai formulée est de rassembler pas nécessairement dans un seul parti mais autour d'un programme commun, ce que j'appelle «la partie moderne et non corrompue du PS, la partie progressiste du cdH et de DéFI et la partie raisonnable d'Écolo». Je pense qu'il y a des convergences tout à fait possibles pour avoir parlé avec les uns et les autres. Même s'il existe bien évidemment des résistances des appareils politiques ou des rivalités de personnes. Mais sur le fond, je pense que cela a du sens.

**Les gens n'aiment pas ce qui ressemble à des querelles politiciennes.**

**Vous avez toujours été opposé au cumul de fonctions politiques à différents niveaux de pouvoir. Il a été beaucoup question de cumul ces derniers temps en Belgique, avec des dérives manifestes (Samusocial...).**

Sur ce point, je n'ai pas changé d'avis. Lorsque, étant ministre, j'ai refusé d'être candidat aux élections communales à Charleroi, j'ai donné trois raisons. Premièrement, même si l'on travaille beaucoup et que l'on est bien organisé, il n'y a que vingt-quatre heures dans la journée et le travail ministériel m'occupait déjà à temps plein. Deuxièmement, le cumul de fonctions à des niveaux différents risque souvent de conduire à des conflits d'intérêt, par exemple entre l'intérêt de la Ville et l'intérêt de la Région, et parfois même à des situations où l'on est à la fois contrôleur et contrôlé. Enfin, troisièmement, si on ne cumule pas, on laisse la place à d'autres. Cela augmente le nombre d'acteurs dans les décisions politiques et c'est sain pour la démocratie.

**Dans votre livre, Val Duchesse apparaît**

**comme un lieu important de prise de décision. Vous écrivez que vous y avez découvert que certains leaders syndicaux étaient plus responsables que ne le laissaient croire leurs discours du 1<sup>er</sup> mai. Même les leaders de la FGTB?**

Oui, certainement. Je pense notamment à Georges Debunne.

**La nouvelle génération des syndicalistes est-elle aussi raisonnable?**

J'ai eu l'occasion d'échanger un jour avec Thierry Bodson. Et, du moins pour ce qui concerne le développement de la Wallonie, son discours me paraissait constructif.

**Dans votre carrière, vous avez réussi à débloquer pas mal de situations. Quelle est celle que vous retenir le plus? Quand vous avez proposé de rebaptiser le «Pacte de stabilité» en «Pacte de stabilité et de croissance» avec Jean-Claude Juncker? Quand vous avez participé au sauvetage du Système monétaire européen en 1993?**

Je pense surtout à divers épisodes de la négociation du Traité de Maastricht pendant laquelle le duo belgo-luxembourgeois a permis de mettre fin à certains blocages, notamment en servant de «go-between» entre Allemands et Français.

**Quelle est la personnalité européenne qui vous a le plus marqué?**

Jacques Delors. Il a cette caractéristique de combiner trois qualités majeures que l'on rencontre rarement chez un même homme: la vision pour l'avenir, la lucidité sur le présent et la maîtrise technique des dossiers. J'ai connu de remarquables techniciens capables de trouver des solutions aux problèmes de l'heure mais incapables d'anticiper ceux de demain. J'ai aussi rencontré quelques visionnaires qui décriaient brillamment le point souhaitable d'aboutissement mais ne pouvaient pas indiquer les étapes concrètes pour y parvenir. Jacques Delors est capable à la fois d'analyser la situation présente en appréciant parfaitement le rapport de forces, de promouvoir une vision d'avenir – le marché unique, puis la monnaie unique – et d'indiquer très précisément comment avancer dans cette direction. C'est pour cela qu'il fut un grand président de la Commission.

**Voyez-vous un nouveau Jacques Delors à l'horizon dans la nouvelle génération?**

Je ne la connais pas personnellement mais on me dit que l'actuelle ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, est une personnalité très ouverte et très européenne. C'est ce que me confient mes amis allemands. Elle pourrait donc jouer un rôle au niveau européen.

**Et la personnalité belge qui vous a le plus marqué?**

Assurément Jean-Luc Dehaene. C'était un véritable capitaine d'équipe. Comme on le sait, c'était un grand supporter du FC Bruges et un de ses joueurs favoris était Timmy Simons. Il y avait chez Dehaene quelque chose qui ressemblait à Simons de la grande époque. Je veux dire par là qu'il était à la fois un défenseur intransigent, parfois rude, contre les attaques de l'opposition parlementaire ou des manifestants dans la rue, et un meneur de jeu qui distribuait le travail et stimulait ses coéquipiers. Il ne se passait pas une semaine sans qu'il ne m'appelle pour me dire: «As-tu bien réfléchi à telle conséquence de ta po-

sition?» ou «Vois-tu venir cette question embarrassante de l'opposition?». Il n'avait pas toujours raison mais il m'a sûrement évité de commettre certaines erreurs.

**On sent dans le livre que vous regrettez que certaines décisions n'aient jamais été prises en Belgique. Par exemple une globalisation des revenus avec une taxation des revenus localifs réels ou encore une réforme de la pension des fonctionnaires en l'alignant sur le secteur privé.**

Oui, je continue à le regretter aujourd'hui car ces propositions allaient dans le sens d'une plus grande justice. Mais c'est le prix à payer dans un gouvernement de coalition. La première proposition a été bloquée par mes collègues sociaux-chrétiens, sensibles aux protestations du Syndicat national des propriétaires; la seconde l'a été par les socialistes par peur des réactions de la CGSP. Je précise que ma proposition de réforme ne portait aucune atteinte aux fameux «droits acquis» et ne concernait que les futurs recrutés dans la fonction publique.

**En matière européenne, pensez-vous que l'arrivée d'Emmanuel Macron va changer la donne et que nous aurons un véritable ministre européen des Finances, un vrai gouvernement européen?**

Au lendemain des élections allemandes, il devrait y avoir une fenêtre d'opportunité. On peut s'attendre à ce que le couple Merkel-Macron mette sur la table quelques propositions pour renforcer l'Union économique et monétaire et qu'il soit aussitôt appuyé par d'autres chefs de gouvernement, dont Charles Michel. Parmi ces propositions, on devrait trouver celle de désigner un président à temps plein de l'Eurogroupe, désignation qui entraînerait vraisemblablement une amélioration en termes à la fois d'efficacité et de légitimité. Ce président devrait non seulement veiller au suivi des décisions prises, mais il aurait aussi le droit de déclencher les procédures en matière de déficits excessifs ou de déséquilibres macroéconomiques. Il serait le gestionnaire du budget ou de la ligne budgétaire de la zone euro si cette autre proposition était acceptée. Il assurerait aussi la représentation de la zone euro dans les institutions économiques et financières internationales; il serait le porte-parole naturel de la zone euro au FMI. Il serait directement responsable devant le Parlement européen et il devrait rendre compte devant les Parlements nationaux. Comme Jean-Claude Juncker dans son remarquable discours sur l'état de l'Union de mercredi, j'ai souvent plaidé pour que cette tâche soit confiée au vice-président de la Commission en charge de l'Économie et des Finances. Cela lui permettrait non seulement de s'appuyer sur les compétences techniques des services de la Commission mais aussi d'assurer une meilleure coordination politique.

**Comment jugez-vous les premiers pas de**

**Macron depuis son élection?**

Sur le plan international, il a effectué des débuts assez remarquables. Il a réussi à s'imposer parmi ses pairs. En revanche, en matière de politique intérieure, je suis un peu étonné de la méthode utilisée. On annonce à l'improviste des mesures ponctuelles, qui sont mal comprises et qui provoquent l'impopularité. Elles devraient être mieux expliquées et situées dans une approche globale. Je pense à l'aide personnalisée au logement ou à la diminution des contrats aidés. Cela a été annoncé sans grande préparation.

**Aujourd'hui, le réseau Twitter est devenu un lieu où se fait parfois la politique. Vous écrivez: «Décélérez.» Vous n'aimez pas ces réseaux sociaux?**

Au contraire, je trouve qu'ils peuvent être un lieu de convivialité et un instrument utile pour favoriser la démocratie participative. Mais pour éviter la dictature de l'immédiété et la tromperie des «fake news», il faut trouver des méthodes et des sécurités qui, tout en impliquant plus directement les citoyens, laissent un temps suffisant pour le débat ouvert, la vérification des faits et l'échange d'arguments.

**Felice Mazzu est une personnalité enthousiasmante et en même temps réfléchie.**

**Comme Charles Michel aujourd'hui et Elío Di Rupo avant lui, vous auriez pu faire un bon Premier ministre, non?**

Je ne pense pas. Il y a divers aspects de la vie politique que je ne maîtrisais pas bien. Notamment comprendre et anticiper les réactions des partis. Jean-Luc Dehaene était très fort dans ce domaine.

**Qui voyez-vous comme votre successeur au niveau de la politique belge, celui qui aurait en quelque sorte l'empreinte Maystadt?**

Il y avait quelqu'un, mais malheureusement il a quitté le monde politique, c'est Melchior Wathelet Junior. C'est un homme de dossiers, pragmatique mais qui a aussi une fibre sociale. Je pensais qu'il ferait un peu la même carrière que moi.

**À la fin du livre, vous avez un dernier mot pour vos petits-enfants: «Ne vous résignez pas! Ne désespérez pas!» Vous restez optimiste? Certains pensent pourtant que les robots vont détruire pas mal d'emplois.**

Certaines études estiment que, dans les pays de l'OCDE, près de la moitié des emplois seront remplacés par des robots dans les vingt prochaines années. D'autres études aboutissent à une conclusion moins effrayante: la perte d'emplois se situerait entre 10 et 25%. En outre, de nombreux emplois, s'ils ne sont pas directement supprimés, verront leur contenu évoluer de façon significative et demanderont du personnel plus qualifié. Ce qui est certain, c'est que l'impact de la robotisation est déjà loin d'être marginal et ne fera que s'amplifier. D'où la nécessité de rechercher des voies alternatives pour atténuer les conséquences de ce bouleversement technologique: de nouvelles formules de redistribution de la richesse produite par les robots; un effort intensif de formation des travailleurs moins qualifiés; un glissement de l'emploi vers des activités à plus faible productivité mais plus difficilement automatisables comme les diverses formes de services aux personnes pour lesquelles les besoins sont en forte croissance, notamment en raison du vieillissement.

**Une dernière question: vous avez toujours supporté l'équipe de football de Charleroi. Pensez-vous qu'elle sera championne de Belgique cette saison?**

Je ne pense pas mais j'espère qu'elle sera dans les play-offs 1 et peut-être dans le top 3. Une des plus belles rencontres que j'aie pu faire ces derniers mois, c'est un déjeuner avec Felice Mazzu, l'entraîneur de l'équipe. Quelle personnalité charismatique, enthousiasmante et en même temps réfléchie. Et qui sait parler d'autre chose que de football!